

Déclaration d'El Escorial sur les banques et la crise financière

6 novembre 2008, El Escorial (Espagne)

BankTrack est un réseau international d'ONG analysant les activités des banques privées à travers le monde. BankTrack milite pour un secteur bancaire qui soit environnementalement et socialement soutenable, et qui fournisse des services bénéfiques à toute la société. Dans cette perspective, et à la lumière de la crise financière, nous appelons à des réformes fondamentales du système financier global, particulièrement concernant le rôle et la régulation des banques ¹.

Le système financier mondial est au bord de l'effondrement. La crise du système bancaire s'est progressivement répandue aux autres secteurs de l'économie, affectant les vies de millions de personnes dans les pays développés et les pays en développement. Le comportement irresponsable et insoutenable des banques, dirigé par l'avidité et laissé sans surveillance par un système de régulation défaillant, constitue le cœur de la crise. Selon nous, la crise a trois principales dimensions :

- **Une crise financière et économique:** l'effondrement financier a été caractérisé par l'effondrement de la confiance entre les banques et l'insolvabilité des banques. Plus important encore, il a conduit à une sévère crise de confiance envers le secteur bancaire en général, une confiance sur laquelle repose ultimement ce secteur. Alors que la méfiance prend le dessus et que les flux monétaires se tarissent, le crédit se contracte et le monde se dirige vers une récession dont personne ne peut prévoir la profondeur ni la durée ;
- **Une crise sociale et environnementale:** L'expansion irresponsable et spéculative des marchés financiers a mené à une déconnexion hallucinante entre la quantité de capitaux en jeu dans l'économie "casino" (où l'argent est tiré de l'argent) et l'économie réelle. Ces mêmes capitaux auraient pu être déployés dans des investissements répondant aux besoins de millions de personnes, et finançant la transition énergétique urgente et nécessaire pour éviter une catastrophe climatique globale. Malheureusement, les activités de financement de l'économie réelle par les banques restent trop souvent bien en deçà de ce potentiel ; au contraire, elles affectent souvent négativement les communautés locales et les

¹ Cette déclaration a été élaborée lors de la réunion annuelle de stratégie du réseau BankTrack qui s'est déroulée à San Lorenzo de El Escorial, en Espagne, le 6 novembre 2008. Alors que la crise économique évolue constamment, BankTrack continuera à collaborer avec les autres ONG, les mouvements sociaux, les syndicats et la société civile en général afin d'affiner son analyse et élaborer une approche commune. La vision de BankTrack pour le développement durable et la responsabilité dans le secteur financier est présentée dans la Déclaration de Collevechio (2003) : www.banktrack.org

écosystèmes à travers le monde². La crise financière a également détourné l'attention internationale, le soutien et les ressources financières de la résolution de problèmes urgents auxquels les pauvres font face dans le monde, comme la crise alimentaire. Les ONG humanitaires soulignent que la souffrance des 290 millions de personnes les plus touchées aujourd'hui par la crise alimentaire pourrait être soulagée si les pays du G8 donnaient seulement 2 centimes pour chaque dollar qu'ils ont dépensé jusqu'ici pour sauver l'industrie bancaire³.

- **Une crise de gouvernance:** A travers un lobbying sur les pouvoirs publics généralisé dans la dernière décennie, l'industrie financière a réussi à usurper le pouvoir et le rôle des régulateurs et des superviseurs financiers⁴. Les efforts réussis de dérégulation des banques leur ont permis de s'engager dans des prises de risque excessives pour une quête effrénée de profits à court-terme, aux dépens de stratégies de création de valeur plus prudentes. Les profits nets des banques ont ainsi plus que doublé entre 2000 et 2006.

Afin de résoudre les graves problèmes auxquels nous faisons désormais face, et afin de prévenir leur réapparition future, BankTrack estime que ces trois dimensions de la crise doivent être résolues en même temps.

Etapes pour résoudre la crise de gouvernance

Comme la crise l'a démontré, l'auto-régulation n'est en rien de la régulation. Depuis des années, les gouvernements ont adopté une attitude laxiste envers le secteur financier, ce qui a permis aux activités risquées de ne pas être régulées, et aux banques de contourner facilement les règles existantes.

De faibles régulations ont mené à la création d'un "système bancaire de l'ombre" massif, qui a été largement responsable de l'expansion des produits exotiques, non régulés, et des dérivés de crédit. Par exemple, en 2007, la valeur des dérivés de gré à gré s'élevait à environ 596 000 milliards de dollars, ce qui représente plus de 10 fois le PIB mondial⁵. Cette immense partie non régulée du secteur financier a augmenté les risques systémiques et a joué un rôle clé dans le déclenchement de la crise financière. Opérant largement depuis des paradis fiscaux qui n'ont jamais été inquiétés par la communauté internationale, certaines banques de l'ombre ne sont en fait même soumises à la régulation bancaire, comme les fonds spéculatifs (hedge funds). Toutefois, d'autres opérateurs ont été créés par les banques elles-mêmes (par exemple, les véhicules d'investissement structurés) afin d'éviter les régulations comme l'exigence de capitaux suffisants.

2 Voir par exemple les projets controversés suivis par BankTrack (*Dodgy Deals*) : www.banktrack.org

3 NGOs warn poor countries neglected in financial bail-outs, 17 octobre 2008, <http://www.oxfam.org/en/pressroom/ngos-warn-poor-countries-neglected-financial-bail-outs>

4 Par exemple, aux Etats-Unis, l'industrie financière a plus que quadruplé ses contributions aux campagnes fédérales depuis 1990, et elle est désormais la principale source de soutien des candidats et partis fédéraux. Voir le Center for Responsive Politics,

<http://www.opensecrets.org/industries/background.php?cycle=2008&ind=F> et

<http://www.opensecrets.org/industries/indus.php?cycle=2008&ind=F>

5 Banque des Règlements Internationaux, <http://www.bis.org/statistics/otcder/dt1920a.pdf>

Il est également clair que dans un système d'auto-régulation, les banques ont été incapables de prendre une quelconque action coordonnée afin d'enrayer la crise dans laquelle elles se sont mises elles mêmes, forçant les gouvernements à travers le monde à leur venir en aide avec des montants massifs provenant de la poche des contribuables. Afin d'éviter cette situation dans le futur, BankTrack pense qu'il est nécessaire de :

- **Rejeter les banques de la sphère politique:** Diminuer le lobbying politique des banques (et de toutes les entreprises) est essentiel. D'après le prix Nobel Joseph Stiglitz, "La plupart des lacunes des régulations actuelles et des structures de régulation résulte de l'influence politique des marchés financiers dans de nombreux pays, à travers leurs contributions aux frais des campagnes électorales. Ces réformes politiques plus profondes, incluant la réforme des modes de financement des campagnes électorales, sont une part absolument essentielle d'une réforme réglementaire réussie." ⁶
- **Demander aux banques d'avoir un « permis social » pour opérer:** La société doit regagner les moyens de contrôle des banques. Elle doit redéfinir le rôle principal des banques comme étant celui d'investir dans l'économie réelle et de faire de la sorte progresser la soutenabilité environnementale. Les banques doivent mériter leur « permis social » pour opérer et fournir les produits et services financiers qui servent l'intérêt général, et non pas ceux qui l'affaiblissent.
- **Assurer une participation démocratique dans la construction du nouvel ordre financier global:** BankTrack soutient vigoureusement le développement d'un nouvel ordre financier global afin d'éviter de futures crises financières. Cependant, ces nouvelles politiques et institutions doivent être élaborées de façon participative et démocratique, et assurer une forte participation et un soutien des pays en développement et des pays émergents. Des pans entiers de leurs populations sont gravement affectés par la crise actuelle, même s'ils n'ont aucune responsabilité dans sa création.

Étapes pour résoudre la crise environnementale et sociale

Notre monde a aujourd'hui besoin d'un "New Deal vert". Un tel New Deal ne chercherait pas à stabiliser le système économique tel qu'il est, mais il viserait à le transformer en un système pour résoudre les graves problèmes sociaux et environnementaux auxquels notre monde fait face. Les dépenses fiscales nécessaires pour stimuler les économies affectées par la récession devraient être ainsi allouées pour permettre la justice sociale, la promotion de modes de production et de consommation durables, et la transition vers des économies mondiales sobres en carbone.

Les banques, particulièrement celles qui ont été sauvées avec de l'argent public, ont un rôle important à jouer dans cette transformation économique. Ce rôle doit être basé sur le service de l'intérêt général, non sur la sauvegarde des profits d'une minorité. Étant donné leur pouvoir et l'importance de leur rôle, les banques peuvent et doivent déployer

6 Joseph Stiglitz, Professeur, Université Columbia, Testimony to House Financial Services Committee, 21 octobre 2008 : http://www.house.gov/apps/list/hearing/financialsvcs_dem/stiglitz102108.pdf

des capitaux pour la protection et la restauration de l'environnement, et qui aident à créer des économies soutenables.

Les banques peuvent notamment jouer un rôle pivot dans le financement de la transition vers une économie sobre en carbone en passant du financement de projets énergétiques basés sur les énergies fossiles à celui d'options décarbonées ou sobres en carbone et en calculant, en publiant et en s'engageant à réduire les émissions de gaz à effet de serre induites par leurs portefeuilles de financement et d'investissement.

Les décideurs public ont également un rôle essentiel à jouer en établissant un nouveau régime de régulation des banques qui stimule proactivement cette transition économique. Par exemple :

- **La supervision des banques:** Des standards orientés vers le développement durable doivent être incorporés dans la supervision de toute banque, incluant l'attribution de licences, et l'extension de crédits et d'assurances fournis par les banques centrales.
- **Un nouvel Accord de Bâle soutenable:** Les régulateurs bancaires doivent demander l'inclusion de problématiques environnementales et sociales dans les processus d'évaluation des risques des activités de financement des banques. On pourrait ainsi inclure une série de critères environnementaux dans les ratios d'adéquation des Accords de Bâle (*Basel Capital Accords*).
- **La sélection environnementale des clients:** les directives sur la 'Connaissance des clients' (*Know your customer*) sont des mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent utilisés par les banques afin de filtrer les déposants potentiels. Dans la même veine, des directives "*Connaissance des clients vertes*" pourraient être élaborées. Elles pourraient demander aux banques de conduire une analyse environnementale et sociale à la fois pour les déposants et les emprunteurs, dans le but d'empêcher les prêts aux entreprises qui ne respectent pas les lois environnementales et sociales. De plus, les mécanismes anti-blanchiment devraient être resserrés afin d'empêcher les profits issus de la corruption, de l'exploitation illégale des ressources naturelles et de l'évasion fiscale d'entrer dans le système financier ⁷.
- **La transparence:** les banques devraient être totalement transparentes sur leur processus d'évaluation des risques, leurs procédures de prise de décision, leurs clients et leurs transactions. Par exemple, les banques devraient publier l'intégralité des activités qu'elles financent dans les secteurs des industries extractives et des infrastructures, qui ont souvent de lourds impacts environnementaux et sociaux. Considérant le manque de confiance massif du public sur les intentions des banques, la question n'est plus de savoir quelle transparence les banques peuvent se permettre, mais plutôt quels secrets elles

⁷ Par exemple, les exigences de la lutte anti-blanchiment devraient s'appliquer à tous les acteurs et à toutes les transactions financières, incluant les fonds spéculatifs et les fonds de private equity. La *Financial Action Task Force* devrait également lancer une initiative de dénonciation des juridictions qui refusent de mettre en place ces règles anti-blanchiment

peuvent encore conserver. Une telle transparence fait déjà figure de meilleure pratique dans plusieurs banques éthiques.

Etapes pour résoudre la crise financière

Les efforts actuels pour réformer les marchés financiers doivent inclure l'interdiction claire de certaines structures et pratiques financières.

- **Éliminer le système bancaire de l'ombre en régulant tous les acteurs financiers et les produits financiers non régulés:** De plus, des pratiques financières devraient simplement être interdites. Il est totalement inutile d'établir un cadre de régulation et des standards de reporting d'un côté, et d'autoriser dans le même temps les acteurs financiers à les contourner de l'autre. Par exemple, les banques ne devraient pas être autorisées à créer tout type de véhicule d'investissement structuré qui leur permette de contourner les régulations.
- **Abolir les paradis fiscaux:** Des juridictions secrètes sont mises en place non seulement pour permettre l'évasion fiscale des entreprises, des financiers et des particuliers, mais également pour éviter les régulations. Les paradis fiscaux, qui permettent l'évasion de 500 à 800 milliards de dollars chaque année ⁸ des seuls pays en développement et pays émergents, érodent gravement la base fiscale de ces pays et ont ainsi des impacts significatifs sur les pays pauvres. Aucune juridiction ne devrait être autorisée à continuer d'opérer avec un statut de paradis fiscal. Afin de contribuer aux efforts nécessaires pour éliminer de tels paradis, les banques devraient avoir l'interdiction explicite d'établir ou de réaliser des transactions avec des entités basées dans ces juridictions.

De plus, les régulations financières devraient être sévèrement renforcées :

- **Réguler les investisseurs de l'ombre,** tels que les fonds spéculatifs et les fonds de private equity, et introduire des nouvelles exigences de transparence et de reporting. Ces investissements n'ont été que très légèrement régulés depuis des années, suivant le raisonnement que seuls les riches investisseurs sophistiqués participeraient à de tels fonds, qui emploient bien souvent des stratégies d'investissement risquées et spéculatives (et qui, comme nous le savons aujourd'hui, créent également un risque systémique et favorisent l'instabilité). Pourtant, aujourd'hui, des fonds de pension, des fonds de dotation universitaires tout comme des institutions publiques et privées ont des participations significatives dans ces fonds, amplifiant grandement leurs impacts sur les simples citoyens et le système financier global. Ceci requiert donc une régulation bien plus solide des investisseurs de l'ombre.
- **Limiter l'effet de levier :** La crise a clairement démontré que des rendements exceptionnellement élevés sont souvent liés à des montants excessifs de fonds empruntés (à effet de levier) et/ou d'enrichissement à court terme avec des bulles inflationnistes. Comme les prêts excessifs et leurs conséquences sont les moteurs

⁸ Baker, Raymod, *Capitalism's Achilles Heel*, 2005.

de la crise actuelle, l'utilisation de l'effet de levier dans les investissements et les prêts devrait être limité. Les banques devraient par exemple avoir un ratio d'effet de levier en plus de standards plus stricts d'adéquation de leur capitaux, et les organisations non bancaires devraient également avoir des exigences de capital et d'effet de levier.

- **Contrôler les produits dérivés** : Il est désormais évident que les produits dérivés sont potentiellement des produits dangereux. Comme pour d'autres types de biens dangereux - par exemple les produits pharmaceutiques - les régulateurs exigent des tests solides avant que le produit ne soit mise en vente. De même, les produits dérivés devraient être vérifiés pour leurs impacts à long-terme et pour savoir s'ils servent un but légitime (comme par exemple aider les producteurs à anticiper et à s'adapter aux fluctuations des prix). Seuls des instruments légitimes devraient être autorisés, et ils devraient être standardisés et échangés dans des cadres bien régulés. La nécessité de limiter l'échange de dérivés spéculatifs est particulièrement critique en ce qui concerne les marchés des matières premières reliés à l'alimentation et à l'énergie. Les énormes variations des prix des matières premières, des aliments et de l'énergie liées à la spéculation affectent les populations pauvres de la planète. L'alimentation et l'énergie devraient être traités séparément.
- **Réduire les incitations à des prises de risque excessives** : les structures perverses d'incitation des banques, comme les stock-options et le court terme ou les bonus basés sur le volume d'activité, ont stimulé la prise de risque excessive et ont effectivement mené à des prises de décisions des banques conduites par la seule avidité. Par exemple, les PDG et les banquiers ont compromis leurs standards de prêts (y compris leurs politiques sociales et environnementales), trop joué avec l'effet de levier, et ils ont ainsi poussé des produits risqués dans les mains du grand public. Les plus values des banquiers devrait non seulement être radicalement limitée, mais c'est tout le système de bonus dans la rémunération qui devrait être modifié afin de récompenser le succès financier à long-terme et la mise en place de politiques et de programmes environnementaux et sociaux.

Nous vivons des moments de changements majeurs qui présentent des opportunités uniques. Maintenant que les forces jadis dominantes des fundamentalistes du marché ont été discréditées, un nouveau futur, équitable et soutenable, peut être construit sur les ruines des excès passés.